



**PRÉFET
D'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Circulaire préfectorale n° DRCL-BLE-2023241-0001

Signée par

Yann GÉRARD, Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir

le 29 août 2023

**28 – Préfecture d'Eure-et-Loir
DRCL – Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau de la Légalité et des Elections**

**Arrêté préfectoral portant modification des statuts de la communauté de
communes du Perche**



**PRÉFET
D'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture / Direction des Relations avec les Collectivités Locales
Bureau de la légalité et des élections**

**Arrêté préfectoral portant modification des statuts
de la communauté de communes du Perche**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-20, L. 5214-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du Préfet d'Eure-et-Loir n° 26-2023 du 21 août 2023 portant délégation de signature au profit de Monsieur Yann GÉRARD, Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-1450 du 26 décembre 2006, modifié portant création de la Communauté de Communes du Perche

Vu la délibération n°23-03-2023/02 datée du 23 mars 2023, du conseil communautaire de la communauté de communes du Perche approuvant la modification statutaire, notifiée aux membres le 23 mai 2023 ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membre approuvant, à la majorité qualifiée, la modification des statuts de la communauté de communes du Perche ;

ARRETE :

article 1^{er} : La modification des statuts de la communauté de communes est acceptée.

article 2 : Les statuts annexés au présent arrêté se substituent aux statuts précédents.

article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur départemental des finances publiques d'Eure-et-Loir sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Eure-et-Loir.

Chartres, le **29 AOÛT 2023**

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


Yann GÉRARD



ANNEXE



Communauté de Communes du Perche

STATUTS au 23/03/2023

Article 1^{er} : Périmètre et dénomination

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, de ses articles L 5211-5 et L 5214-1 notamment, il est formé une communauté de communes entre les membres suivants :

Argenvilliers, Authon du Perche, Beaumont-les-Autels, Béthonvilliers, Brunelles, Champrond en Perchet, Chapelle Royale, Charbonnières, Coudray-au-Perche, La Gaudaine, Les Autels Villevillon, Les Etilleux, Luigny, Margon, Miermaigne, Nogent-le-Rotrou, Saint-Bomer, Saint-Jean-Pierre-Fixte, Soizé, Souancé-au-Perche, Trizay-Coutretôt, Vichères.

L'établissement prend la dénomination de « Communauté de Communes du Perche ».

Article 2 : Siège

Le siège de la Communauté est établi à Nogent-le-Rotrou, 3 rue Doullay.

Article 3 : Durée

La communauté est instituée sans limitation de durée.

Article 4 : Compétences

I. COMPETENCES OBLIGATOIRES

1. Aménagement de l'espace communautaire

- 1.1. Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ;
- 1.2. Schéma de Cohérence Territoriale et schéma de secteur ;
- 1.3. Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et de cartes communales.

2. Actions de développement économique

- 2.1. Actions de développement économique dans les conditions prévues par l'article L.4251-17 du code général des collectivités territoriales ;
- 2.2. Création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- 2.3. Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- 2.4. Promotion du tourisme, dont création d'offices de tourisme.

3. Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage

4. Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés

5. Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations

II. COMPETENCES FACULTATIVES

La Communauté de Communes du Perche exerce, en lieu et place des Communes, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, les compétences relevant des groupes suivants :

1. Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux, et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie

2. Politique du logement et du cadre de vie, dont programme local de l'habitat

3. Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire

4. Action sociale d'intérêt communautaire

5. Enfance-jeunesse

- 5.1. Gestion des Accueils de Loisirs sans Hébergement d'Authon-du-Perche, de Nogent-le-Rotrou, de Souancé-au-Perche et de Beaumont-les-Autels, déclarés auprès de la DDCSPP et s'inscrivant dans le cadre des dispositifs contractuels de la CAF et de la DDJS, ouverts pendant les vacances scolaires (temps extrascolaires) ;
- 5.2. Gestion des Accueils de loisirs sans hébergement d'Authon-du-Perche, de Nogent-le-Rotrou, de Souancé-au-Perche déclarés auprès de la DDCSPP et s'inscrivant dans le cadre des dispositifs contractuels de la CAF et de la DDJS ouverts pendant les temps périscolaires ;
- 5.3. Gestion d'un point information jeunesse itinérant ;
- 5.4. Soutien à la mise en place d'activités d'éveil théâtral dans les écoles des Communes de la Communauté de Communes ;
- 5.5. Soutien à la mise en place d'activités autour du Jeu (ludothèque itinérante) dans les écoles des Communes de la Communauté de Communes.
- 5.6. Gestion d'un Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP) itinérant

6. Transport scolaire

- 6.1. Transports scolaires des élèves des écoles maternelles, élémentaires, primaires et secondaires, par délégation de l'autorité compétente et transports pour les activités périscolaires et extrascolaires.

7. Numérique

- 7.1. Dans l'objectif d'optimiser la couverture du territoire en termes de NTIC, création et exploitation d'infrastructures et de réseaux de télécommunication dans les conditions fixées par l'article L 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Les actions développées dans ce cadre s'appuient sur les technologies adaptées à la diversité des situations rencontrées sur le territoire considéré ;
- 7.2. Actions de formation à Internet et à la Bureautique.

8. Santé

- 8.1. Elaboration et mise en œuvre d'une politique de santé intercommunale : étude, création, aménagement et gestion de structures collectives destinées à accueillir des professionnels de santé sur le territoire, communication, prospection et appui à l'installation de professionnels de santé.

9. Eau

- 9.1. Etude et réalisation d'interconnexions des réseaux d'eau potable nécessaires à la sécurisation et l'approvisionnement des communes.

10. Tourisme et loisirs

- 10.1. Création, aménagement et entretien de la signalétique, gestion et promotion des circuits touristiques (pédestres, équestres, VTT, vélo...) ;
- 10.2. Développement de la Lecture Publique sur le territoire communautaire par la mise en réseau des bibliothèques du territoire et la mise en œuvre d'un Contrat Objectif Lecture sur le territoire communautaire ;

11. Assainissement non collectif

- 11.1. Création, gestion et fonctionnement d'un Service Public d'Assainissement non collectif (SPANC)
- 11.2. Entretien (vidange) des installations ;
- 11.3. Mise en place des opérations de réhabilitation des installations dans le cadre d'opérations d'intérêt général

12. Politique de la ville

12.1. Création d'un Conseil Intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance

Article 5 : Bureau

La communauté de communes est administrée par un conseil communautaire et un bureau composé d'un Président, de Vice-Présidents et, le cas échéant, d'autres membres.

Article 6 : Recettes

Les recettes du budget de la communauté de communes comprennent :

1. Les ressources fiscales ;
2. Le revenu des biens, meubles ou immeuble, de la communauté de communes ;
3. Les sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
4. Les subventions de l'Etat, de la Région, du Département et des Communes ;
5. Le produit des dons et legs ;
6. Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;
7. Le produit des emprunts ;
8. Toute indemnité liée aux compétences.

Article 8 : Adhésion à un syndicat mixte

La décision d'adhérer à un syndicat mixte est prise par le vote du seul conseil communautaire.

